Fédération Syndicale Unitaire
Éducation Enseignement Recherche Culture Formation Insertion
10 rue d' Albret 47000 Agen

Déclaration de la FSU 47 au CSAD réuni le 6 novembre 2026

06 83 13 04 71 | fsu47@fsu.fr | https://fsu47.fsu.fr/

Monsieur le DASEN,

Cette séance de CSA est censée dresser le bilan de la rentrée 2026 pour le second degré. Autant dire que les lycéen·nes l'ont fait avant nous ! Leur verdict est sans appel : Les moyens attribués à l'École et en particulier aux lycées ne sont pas à la hauteur des ambitions d'une école des savoirs, émancipatrice et démocratique.

Ce bilan de rentrée 2026 restera dans les annales en ce qu'il signe l'échec de la politique éducative menée sur les dix années de la présidence d'Emmanuel Macron qui entendait faire de l'École le grand chantier de son quinquennat.
Entrepris sur la base d'une réduction des moyens et de concepts hasardeux, il semble en être resté au stade du chantier de démolition.

Rien de valable ne pourra être entrepris dans un contexte de réductions de moyens. Comment peut-on sonner l'alerte à chaque résultat de PISA sans prendre les mesures qui s'imposent pour que l'École puisse tenir sa promesse d'égalité républicaine et ait une chance de venir à bout des déterminismes sociaux toujours plus prégnants dans notre société ?

A notre échelle, les moyens attribués au Lot-et-Garonne ne sont pas à la hauteur des enjeux éducatifs de ce département rural et défavorisé sur le plan socioculturel.

En collège, le nombre d'heures postes baisse de 2,8 % là où les effectifs d'élèves baissent de 1,7 %. C'est l'équivalent de 22 postes d'enseignants qui ont été supprimés. Sur les trois dernières années le ratio du nombre d'heures attribuées par élève reste constant mais cela implique que c'est par le dépouillement de certaines disciplines que les heures nécessaires aux groupes de besoins ont été financés. Les établissements ont dû prélever sur leurs marges de sorte que les dédoublements en langues ou sciences expérimentales ne sont plus systématiquement possibles.

Au lycée, le nombre d'heures postes baisse de 3 % là où les effectifs d'élèves baissent de 0,8 %, soit plus de trois fois plus. L'argument de la démographie apparaît ici pour ce qu'il est : un alibi. Sur le département, c'est l'équivalent de 10 postes qui ont été supprimés. Le ratio du nombre d'heures attribuées par élève s'est dégradé passant de 1,53 à 1,51 provenant de 1,56 en 2023. Il n'est plus rare que les effectifs par classe

dépassent les 35 élèves. Depuis 2023, la DGH des lycées a été réduite de 444 heures, soit presque l'équivalent de la dotation d'un lycée comme George Sand à Nérac. Ces réductions de moyens combinées aux contraintes organisationnelles du lycée Blanquer, ont parfois suscité de sévères difficultés d'emploi du temps sur fond d'une dégradation structurelle, aujourd'hui dénoncée par les lycéen·nes.

L'ensemble des organisations syndicales ici présentes avaient voté contre les réductions de DGH et les suppressions de postes présentées le 6 février dernier pour l'année 2026-2027. La FSU avait souligné que le Lot et Garonne était particulièrement malmené puisqu'il subissait 21,6 % des suppressions de l'académie mais ne contribuait qu'à 16,5 % de la baisse démographique de l'Académie.

Entre le projet présenté le 6 février dernier et le constat de rentrée, les réunions sollicitées par les différents établissements semblent n'avoir jamais abouti qu'à ce que seules les 300 heures mises en réserve aient été réinstillées dans les DGH.

La mobilisation lycéenne dans le Lot et Garonne a été beaucoup plus régulée que dans d'autres régions de France mais elle n'en a pas moins été aussi importante. Elle doit donc être d'autant plus prise au sérieux.

Les doléances relevées par la plateforme numérique mise à disposition des lycéen·nes étaient largement connues, dénoncées par l'ensemble des syndicats depuis au moins dix ans : les classes surchargées, les suppressions de postes, les difficultés de remplacement, le manque de moyens, les effets délétères des réformes Blanquer du lycée et du baccalauréat, la sélection et l'opacité de mise en place par Parcoursup, système inégalitaire s'il en est, et enfin l'état du bâti scolaire.

Les lycéen·nes méritent un avenir qui ne soit plus grevé par des restrictions budgétaires, le labyrinthe du lycée Blanquer et la loterie de Parcoursup.

Aux revendications légitimes des lycéen·nes, le gouvernement n'apporte que des réponses en trompe l'oeil :

- L'augmentation de 1,2 milliards du budget de l'éducation nationale était déjà programmée et ne suffit pas à compenser l'inflation.... Les 500 créations de postes évoquées pour le lycée risquent fort de se faire au détriment du collège…
- Les mesures annoncées (28 élèves en classe de seconde) ne s'appliqueraient qu'à partir de 2027, voire 2028.
- Les revendications des élèves sont renvoyées vers les CVL... étant ainsi condamnées à être étouffées puisque les CVL ne sont que des instances consultatives !

Il nous faut, au contraire, des réponses concrètes, ici et maintenant ! Un correctif budgétaire est possible et nécessaire.

Pour l'heure, la seule mesure mise en œuvre dans l'urgence et concernant le remplacement, a de quoi inquiéter les personnels que nous représentons : nous rappelons ici solennellement que les professeur·es sont protégé·es par un statut et

que l'enseignement dans une autre discipline que leur discipline de recrutement ne peut leur être imposé, de même qu'une affectation en dehors de leur zone. Que dire de l'abondement des enveloppes de pacte RCD, synonyme de travail supplémentaire pour les enseignant·es !

Pour que « l'école de demain puisse être à la fois un lieu d'apprentissage, de protection et d'émancipation », il faut s'en donner les moyens.

Le gouvernement s'enfonce chaque jour un peu plus au fond de son impasse budgétaire**.** Le déficit budgétaire n'est pas dû à une hausse des dépenses publiques mais à une baisse des recettes découlant des allègements d'impôts consentis aux plus riches et de cotisations sociales sans aucune contrepartie en termes d'emplois. Un autre budget est possible consistant à lever l'impôt là où il doit l'être afin de redonner à l'Ecole les moyens de tenir ses promesses d'égalité et d'émancipation.

La jeunesse fait les frais de l'obsession idéologique d'un gouvernement rivé sur la réduction des dépenses publiques.

Stéphane Sweig écrivait « La jeunesse a toujours raison : qui l'écoute est sage ! » C'est, en tout cas, une pure folie que de la méconnaître et de la frapper.

Cette jeunesse oubliée, négligée, méprisée, s'est vu reprocher d'être manipulée, avant d'être victime d'une répression violente qui choque profondément. La FSU tient à dire sa colère qu'un gouvernement, qui se prétend démocrate, ose ainsi s'en prendre à la jeunesse. Nous condamnons la violence telle qu'elle a été perpétrée et parfois recherchée par ce gouvernement pour discréditer le mouvement ; nous condamnons, sans ambiguïté, la violence d'où qu'elle vienne, les actes de violence contre des personnels ainsi que les dégradations de certains établissements.

Cette jeunesse mobilisée, qui découvre - même si c'est de manière maladroite parfois - ce que cela signifie de s'engager, mérite mieux que les menaces de sanctions et les moyens de pressions qu'on lui oppose. C'est la raison pour laquelle nous vous demandons que des consignes précises soient transmises aux établissements afin que les absences liées à la mobilisation ne soient pas inscrites dans le dossier scolaire (bulletins, appréciations...), et que ces absences ne soient d'aucune manière prises en compte dans les commissions d'examens des vœux, en particulier dans Parcoursup. Nous osons aussi espérer que le « temps démocratique » consenti aux lycéen·nes trouvera à s'inscrire dans la durée.

La crise actuelle dans les lycées est la conséquence du mépris des gouvernements successifs depuis 2017 pour les organisations syndicales et la démocratie sociale. Après avoir cassé le contrat social en l'espace de dix ans, le pouvoir politique s'étonne aujourd'hui de se retrouver avec le chaos ! Il n'y avait pourtant là rien que de très prévisible. C'est toute l'histoire sociale tumultueuse du XIXe siècle qui avait permis de l'établir. Faudra-t-il la revivre pour le redécouvrir ?

Faute de satisfaire aux demandes des lycéen·nes, le pouvoir s'engouffre dans une dérive autoritaire : gardes à vue parfois sans fondement, dans des conditions indignes,

mise en cause du droit de manifester. C'est ce qui nous reste de démocratie qui s'en trouve fragilisé. La FSU condamne une telle dérive.

L'urgence est de débloquer des crédits pour reconstruire les services publics et cela passe par de l'écoute et du dialogue.

Car, si cette crise est survenue, c'est de par l'obsession du Gouvernement à réduire le budget de l'éducation sans chercher à écouter ni dialoguer.

Aux revendications exprimées à chaque échelon, la machine bureaucratique ne fait plus qu'opposer, d'une part, les injonctions supposées irréfragables de l'échelon supérieur et, d'autre part, les compromis tacites supposés trouvés à l'échelon inférieur. Les instances de dialogue deviennent, dès lors, des chambres d'enregistrement de mesures décidées d'en haut sans réelle concertation de terrain.

Il faut recréer des marges de négociation avec de véritables moyens à la clef à l'échelle de chacune des instances de dialogue car, autrement, le dialogue social devient sans objet et se transforme en un double monologue.

A notre échelon, il est nécessaire de pouvoir faire valoir les spécificités d'un département comme le Lot et Garonne.

La FSU rappelle ses revendications :

- L'exigence de faire de la baisse démographique un levier pour diminuer enfin les effectifs dans les classes afin d'améliorer les conditions de travail et d'apprentissage.
- l'abrogation des réformes Blanquer et de Parcoursup
- L'octroi d'un statut de fonctionnaire de catégorie B aux AESH tel qu'il vient d'être voté à Assemblée pour reconnaître enfin la difficulté et la valeur de leur métier.
- une grille nationale pour la rémunération des AED,
- un plan de titularisation des non-titulaires,
- Une revalorisation substantielle des fonctionnaires et non une nouvelle « année blanche » qui ne serait qu'une énième année noire pour le pouvoir d'achat

Bref, face à un malaise ancré dans la jeunesse, dans nos professions, dans la société, la FSU appelle à ce que des réponses budgétaires et politiques et non pas répressives soient immédiatement apportées, afin d'ouvrir une vraie perspective d'avenir pour la jeunesse comme pour la société. C'est la seule issue viable.